

LES PALESTINIENS DE L'INTÉRIEUR DANS LA CRISE DU GOLFE (AOÛT-DÉCEMBRE 1990)

Jean-François LEGRAIN

Au lendemain de l'invasion du Koweït et des propositions émises par Saddam Hussein pour résoudre l'ensemble des occupations dans la région, sans attendre les consignes de ses leaders, la « rue » palestinienne a transcendé son clivage habituel entre nationalistes et islamistes dans un soutien unanime accordé au président irakien (1). Aucun des *leaderships* de l'Intérieur, en revanche, ne s'est trouvé en mesure de définir une position avant deux semaines de réflexion (2). Sommées de réagir publiquement, les trois principales composantes de ce *leadership* (Commandement National Unifié du Soulèvement-CNU (3), leaders de l'Intérieur issus des « institutions nationales » et reconnus sur la scène politique internationale, et Mouvement de la résistance islamique-Hamas-MRI, émanation de l'Association des Frères musulmans et principale organisation d'opposition à l'OLP dans les Territoires occupés (4) ont alors manifesté chacune une attitude propre. Chacun de ces acteurs de la scène politique palestinienne, en effet, a lu les événements du Golfe à travers le prisme de ses intérêts, lesquels ont eux-mêmes évolué tout au long des événements, entraînant d'importants réajustements dans les prises de position. Il faut identifier cette diversité pour lire les transformations de la gestion quotidienne du soulèvement et les recompositions de la scène politique, et finalement

(1) Selon un sondage effectué les 13-14 août 1990 par la revue *Al-Nadwa* et reproduit par *Al-Fajr Weekly (FW)* du 20 août 1990, 84 % des 258 personnes résidant dans les Territoires occupés interrogées considéraient Saddam Hussein comme un héros national arabe ; 58 % soutenaient l'invasion du Koweït et 38 % la condamnaient. S'il est difficile d'évaluer avec précision la fiabilité de ce sondage, le nombre et l'importance des manifestations de soutien à l'Irak suffisent à prouver l'étendue du soutien populaire dont a bénéficié Saddam Hussein dans les Territoires occupés.

(2) Sur les *leaderships* palestiniens de l'Intérieur, voir LEGRAIN J.F., « Le pouvoir en Cisjordanie : un combat à quatre », *Bulletin du CEDEJ*, n°23, 1^{er} semestre 1988, p. 149-182 ; Le *leadership* palestinien de l'Intérieur (« Document Husayni », été 1988), *Egypte-Monde Arabe (EMA)*, CEDEJ, Le Caire, n° 3, 3^e trimestre 1990, p. 121-168 ; Les élections étudiantes en Cisjordanie (1978-1987), *EMA*, n° 4, 4^e trimestre 1990, p. 87-128. Voir également SAHLJEH, Emile, *In Search of Leadership. West Bank politics since 67*, Washington, The Brookings Institution, 1988.

(3) Le CNU regroupe, dans la clandestinité, les partisans dans les Territoires occupés des quatre grandes organisations membres de l'OLP (Fath de Yasser Arafat, Front Démocratique de Libération de la Palestine-FDLP de Nayef Hawatmeh/Yasser Abd Rabbo, Front Populaire de Libération de la Palestine-FPLP de Georges Habache et Parti communiste palestinien-PCP). Voir LEGRAIN Jean-François, *Les voix du soulèvement palestinien, 1987-1988*. Edition critique des communiqués du Commandement National Unifié et du Mouvement de la Résistance Islamique ; traduction française en collaboration avec Pierre CHENARD, Dossiers du CEDEJ, Le Caire 1991, 736 p.

(4) Voir LEGRAIN Jean-François, Mobilisation islamiste et soulèvement palestinien, 1987-1988, in *Intellectuels et militants de l'islam contemporain*, éd. par Gilles KEFEL et Yann RICHARD, Le Seuil, Paris 1990

expliquer des phénomènes apparus au lendemain même de la guerre, mais dont les prémisses remontent au début de la crise et dont les conséquences se font sentir aujourd'hui encore.

Les positions adoptées par les différents *leaderships* de l'Intérieur

Le Commandement National Unifié du Soulèvement

La première prise de position officielle du CNU sur la crise du Golfe se trouve exprimée dans un « communiqué de résistance à l'invasion impérialiste numéro 1 » daté du 15 août 1990 (5). D'emblée, le Commandement y annonce le « soutien » des « masses endurentes du soulèvement » (dont il revendique être le porte-parole) à leurs « frères du peuple irakien héroïque dans leur résistance et leur détermination face aux forces mondiales iniques et à leurs escadres ». Les catégories de l'anti-impérialisme et du nationalisme arabe constituent, dans ce communiqué comme dans les suivants, le cadre général de l'appréhension de la crise ainsi réduite à la seule question de l'envoi de troupes étrangères dans la région : les politiques menées par les Etats pétroliers jugées anti-nationales justifient, en effet, l'effacement explicite de la question de l'invasion du Koweït, tandis que le soutien inconditionnel à l'Irak, promu héros de l'arabisme victime d'une agression armée de l'Occident impérialiste, devient un impératif national immédiat. A aucun moment, le CNU ne se démarquera par la suite de cette position. Si la crise du Golfe constitue jusqu'à la fin de 1990 un thème central de débats et de mobilisations, elle n'occupera cependant qu'une part sans cesse réduite du texte jusqu'à la déclaration de guerre. Devant faire face à des tensions internes à la scène palestinienne de l'Intérieur et à la multiplication des violences commises par l'occupation, le CNU se trouve en effet contraint de recentrer son discours sur la Palestine.

La dénonciation du détournement des richesses arabes par « un groupe de dirigeants affidés aux Etats impérialistes » à leur propre profit mais aussi au profit des Etats-Unis et d'Israël, est développée en exergue du communiqué spécial du CNU, qui fait sienne la justification affichée par l'Irak pour son intervention au Koweït : « L'Irak, comme on le sait, est couvert de milliards de dollars de dettes à un moment où les Etats pétroliers complotent sur les prix du pétrole ; ceux-ci, en effet, font tout pour faire baisser les prix en augmentant la quantité, conformément à la volonté de l'Occident impérialiste ; au même moment, ces Etats réclament à l'Irak le remboursement de ses dettes sans tenir compte des conséquences que peut avoir une telle demande sur un pays arabe qui, depuis de nombreux mois, a annoncé qu'il travaillait à augmenter sa capacité à affronter les ennemis de la nation arabe, et à leur tête l'entité sioniste inique, et alors même que des centaines de milliards pétroliers (sic) tapis dans

(5) Les instances centrales du CNU émettent à un rythme habituellement mensuel un communiqué numéroté et diffusé sur l'ensemble des Territoires occupés. Ce communiqué censé inaugurer une série spéciale n'a, à ma connaissance, compté que le seul numéro 1 ; par la suite, en effet, les positions du CNU sur la question du Golfe ont été régulièrement exposées dans le communiqué numéroté mensuel. L'explosion de la guerre a entraîné la publication de communiqués spéciaux, dont, le 27 janvier 1991, un « appel adressé à l'opinion publique mondiale ».

les banques de l'Occident impérialo-sioniste contribuent à augmenter sa puissance, son arrogance et son potentiel d'agression contre notre nation arabe ».

Passant à un stade armé, l'agression de l'impérialisme entraîne, selon le CNU, un renversement de l'ordre des priorités : « En dépit de notre respect de la volonté des peuples (et de leur droit à) l'auto-détermination, en dépit de notre attachement à la nécessité de résoudre les problèmes arabes par la compréhension mutuelle sans utilisation de la force, nous considérons qu'en ce moment la tâche prioritaire est de résister aux forces des nationalités coalisées dont les avant-gardes ont commencé à envahir les terres arabes dans la Péninsule arabe et à imposer un siège militaire et économique à l'Irak frère ».

A aucun moment, il ne sera donc question du Koweït, sacrifié sur l'autel du nationalisme arabe et de la lutte contre l'impérialisme. Dès le 15 août, le CNU fait inconditionnellement cause commune avec l'Irak : « Nous avons conscience que nous nous trouvons dans une même tranchée, forts de notre foi dans l'unité d'objectif et l'unité du destin arabe commun ». Le communiqué spécial du CNU, comme chacun de ses communiqués ultérieurs, dénoncent « l'agression » (*adwân*) contre notre terre arabe », « l'invasion » (*ghazû*) ou encore « l'occupation » (*ihtilâl*) américaines dont le but n'a rien à voir avec la prétendue défense du droit : l'intervention américaine ne vise, en effet, que la « destruction » de l'Irak (CNU 61), « cœur palpitant de l'arabisme » (CNU 66), et « la mise en échec du projet d'indépendance arabe véritable » (CNU 66); il s'agit pour les forces impérialistes de « faire faire marche arrière au temps et de le figer dans l'ère de la colonisation directe alors que nos peuples ont immolé des milliers de martyrs pour en sortir » (CNU 61). Le CNU rappelle, par ailleurs, que ce sont ces mêmes forces qui « ont soutenu Israël dans l'occupation de notre terre en 48 et en 67, qui ont soutenu l'invasion sioniste du Liban en 82, qui sont intervenues sur les rivages du Liban pour anéantir les forces révolutionnaires arabes, libanaises et palestiniennes qui combattaient pour le retrait de l'occupation sioniste de leur terre, (...) qui ont bombardé la maison du colonel Kadhafi, (...) » et qui sont intervenues sur le Panama, sur la Grenade et contre le peuple vietnamien. Outre la puissance mobilisatrice de l'anti-impérialisme, le CNU convoque également dans ses communiqués celle de l'islam, dénonçant tout à la fois la « nouvelle expédition croisée » et « la profanation américaine des terres du Hedjaz, berceau du Prophète » (CNU 61).

Condamner l'Irak revient donc pour le CNU à trahir la nation arabe et l'islam, et le Commandement de dénoncer « les Saoud qui n'ont pas cessé de comploter contre tous les projets arabes révolutionnaires depuis l'époque du leader défunt Gamal Abd El-Nasser » ou encore « le traître aux Arabes et garant de Camp David, Hosni Moubarak » lorsqu'il affirme « qu'il faut que l'Irak se retire ». Avec CNU 62, suite à la décision de Damas de faire entrer ses forces armées dans la coalition anti-irakienne, le gouvernement syrien figure lui aussi sur la liste des « régimes pourris » qui complotent avec les « forces du colonialisme ». L'ONU, habituel recours des Palestiniens face à l'oppression israélienne, devient également la cible du CNU qui condamne « les membres du Conseil de sécurité qui se sont laissés entraîner derrière les États-Unis en émettant des résolutions préjudiciables à l'Irak et qui ont refusé de faire le lien entre la crise du Golfe et la crise de Palestine ». Le CNU dénonce tout particu-

lièrement « la duplicité du Conseil de sécurité qui légitime l'intervention militaire dans le Golfe mais refuse l'envoi de simples forces d'observation, d'enquête et de protection de notre Etat occupé » (CNU 62).

Il est fait constamment état, par ailleurs, du soutien du Commandement à « l'initiative palestinienne » qui, selon CNU 61, vise à « circonscrire la crise du Golfe et à la résoudre par le dialogue fraternel dans un cadre arabe et au nom de l'intérêt national (*qawmi*) supérieur ». « Toutes les énergies doivent être mises à contribution afin de parvenir à un arrêt de ces dangereuses mobilisations dans le Golfe, au retrait hors de la région de toutes les forces américaines d'occupation de même que des forces placées sous leur commandement, et à leur remplacement par des forces arabes et internationales placées sous le drapeau des Nations-Unies » (CNU 61). Cette définition de « l'initiative palestinienne » lancée par l'OLP ne fait aucune référence explicite à un retrait irakien.

Par ce soutien inconditionnel à l'Irak, régulièrement réitéré, le Commandement clandestin de l'*intifada* se trouve donc en parfaite harmonie avec l'opinion publique palestinienne telle qu'exprimée par les manifestations massives de soutien à Saddam Hussein dans toutes les régions des Territoires occupés. Il se situe en revanche en décalage par rapport à certains membres éminents de l'*establishment* nationaliste de l'Intérieur et à l'OLP elle-même qui, au-delà de certaines manifestations de soutien à l'Irak, ont toujours dénié toute légitimité à l'invasion du Koweït.

La position des « institutions nationales »

Dans l'état actuel de l'information, il est impossible de savoir si le soutien inconditionnel manifesté par le CNU vis à vis de l'Irak a fait l'objet de tensions au sein de la direction clandestine du soulèvement. Certains membres de l'*establishment*, pourtant, tout en dénonçant le recours arabe aux forces étrangères, ont tenu à rappeler l'universalité du principe de l'illégitimité de l'acquisition de territoires par la force et ont explicitement condamné l'occupation du Koweït. Deux documents résument cette position. Un premier communiqué est rendu public le 15 août 1990, jour même de la diffusion du communiqué spécial du CNU. Signé de huit personnalités, il est adressé aux Consuls généraux en poste à Jérusalem (6). Quelques semaines plus tard, les mêmes positions se trouvent à nouveau précisées dans une lettre ouverte adressée aux présidents Gorbatchev et Bush lors de leur sommet tenu à Helsinki le 9 septembre 1990 (7).

Si ces membres du leadership des « institutions nationales » tiennent, à l'instar du CNU, à dénoncer la politique du « deux poids, deux mesures » mise

(6) La version anglaise de ce texte est reproduite, sans ses signataires, dans *FW*, 20 août 1990. Je ne suis parvenu à identifier que 7 signataires (c'est *FW* qui parle de 8 signataires : Fayçal Hussein (directeur du Centre d'Etudes arabes de Jérusalem), Hanan Achraoui (enseignante à l'université de Bir Zeit), Chahir Saad (secrétaire général de la Fédération des syndicats ouvriers de Cisjordanie), Ghassan al-Khatib (Bir Zeit), Riyad al-Malki (Bir Zeit), Ziyad Abu Ziyad (journaliste) et Rana Nachachibi (présidente d'un réseau de sociétés de bienfaisance). Les partisans de l'ensemble des organisations membres de l'OLP se sont donc associés à ce texte à l'exception du FDLP, à moins que le 8ème signataire, s'il a bien existé, ait appartenu au mouvement de Nayef Hawatmeh.

(7) La version anglaise de ce texte est reproduite, sans ses signataires, dans *FW*, 17 septembre 1990.

en œuvre par le Conseil de sécurité à travers ses résolutions concernant l'occupation de territoires par la force, ils insistent à la différence du CNU sur le principe de « l'illégitimité de l'acquisition d'un territoire par la force et l'inacceptabilité du recours aux options militaires pour la résolution des conflits entre Etats qui pourraient impliquer l'occupation d'Etats souverains » et vont même jusqu'à mettre sur le même pied « l'occupation israélienne permanente de territoires arabes et l'invasion irakienne du Koweït ». Retrouvant une position commune avec le CNU, ils dénoncent également toute « demande d'assistance de forces étrangères dans la résolution de conflits inter-arabes », et par conséquent en particulier « la collusion saoudo-égypto-syro-marocaine » qui offre « une couverture légale à la présence militaire américaine ».

A l'instar du CNU, les signataires du texte du 15 août se refusent à considérer l'envoi de troupes américaines comme une simple « réaction à l'invasion du Koweït ». Pour eux, cette décision vise : « 1 – L'imposition d'un contrôle militaire américain direct sur les puits de pétrole (...). 2 – La domestication et la soumission de la volonté arabe qui mènera à redessiner la carte politique de la région au service des intérêts du colonialisme contemporain. 3 – La destruction de tous les signes de rajeunissement national et d'unité arabes, comme du potentiel militaire qui les soutiendrait ».

Le texte du 15 août, comme le communiqué spécial du CNU, fait état du soutien de ses signataires à « l'initiative palestinienne » lancée par l'OLP; les termes de sa définition, cependant, diffèrent puisqu'il s'agit ici de « la nécessité de résoudre le conflit irako-koweïtien dans un cadre arabe et au moyen de négociations qui amèneraient au retrait des troupes irakiennes et garantiraient le droit du peuple koweïtien à l'auto-détermination ». Le communiqué accorde, par ailleurs, son soutien aux deux initiatives de Saddam Hussein (« retrait simultané de toutes les occupations au Moyen-Orient » et « retrait irakien des territoires iraniens ») qui, selon ses signataires, constituent « une approche réaliste d'une solution complète des conflits de la région en accord avec la légitimité internationale indivisible. »

Cette condamnation explicite de l'invasion du Koweït sera reprise, à titre individuel, par des membres de l'*establishment* nationaliste, certains ayant signé les deux communiqués, tels Fayçal Hussein, Hanan Achraoui ou encore Ghassan al-Khatib, d'autres non, tels Radwan Abou Ayyache (président de l'union des journalistes), Saeb Eraqat (université de Naplouse)⁽⁸⁾ ou encore Saleh Abd El-Jawad (Bir Zeit), Jiryis al-Khoury (ancien bâtonnier), Mahdi Abd al-Hadi et Bernard Sabella (Centre de recherches PASSIA), pour ne citer que les auteurs de déclarations reproduites par *Al-Fajr Weekly* au tout début de la crise (9). Dotés d'une forte légitimité politique pour plusieurs d'entre eux, ces membres de l'*establishment* nationaliste ont, cependant, été relativement peu nombreux à faire état avec clarté de leur condamnation de l'invasion du Koweït,

(8) Ces personnalités ont toutes, à des postes divers, participé aux récentes négociations de paix à Madrid et à Washington.

(9) Hebdomadaire publié en anglais à Jérusalem et principalement destiné aux étrangers, il a été le seul à donner régulièrement la parole aux défenseurs de cette position aux côtés de partisans acquis aux thèses de l'Irak.

certains se trouvant ensuite sommés de se justifier (10). Aucun membre influent de cet *establishment* n'a pour autant affiché publiquement sa satisfaction au lendemain de l'annexion de Koweït ni, à l'instar du CNU, explicitement rejeté l'examen de cette question (11). Parmi les thèmes avancés autour de la condamnation de l'invasion du Koweït, outre le principe de l'illégitimité de l'acquisition des territoires par la force, on trouve l'expression de diverses craintes, celle de voir la résolution de la question palestinienne effacée des priorités internationales, celle d'assister à un éclatement de la scène arabe, ou encore celle de la sécurité des communautés palestiniennes installées au Koweït et en Irak, et celle de l'arrêt des aides financières et politiques apportées par le Koweït à l'OLP comme aux populations et institutions des Territoires occupés.

A n'en pas douter, la résolution adoptée le 10 août 1990 par le sommet arabe du Caire décidant l'envoi d'une force arabe en Arabie saoudite et cautionnant la présence étrangère dans le Golfe, comme l'annonce le 12 août par Saddam Hussein d'une proposition de « *solution globale* » pour « *tous les problèmes d'occupation dans la région* » ont précipité dans le camp aligné sur l'Irak la majorité de ceux qui, dans un premier temps, auraient condamné l'invasion du Koweït. L'accélération de l'envoi des troupes étrangères dans la région et la montée de la violence dans les Territoires occupés eux-mêmes amèneront ensuite, dès le mois de septembre-octobre, un alignement de l'*establishment* nationaliste sur les positions pro-irakiennes, soit par un soutien explicite soit par le silence. Mais pour la première fois depuis la création du CNU, des leaders de l'*establishment* ont marqué ouvertement leurs distances avec les positions prises par la direction clandestine du soulèvement, dépassant les préoccupations « électoralistes » et les réactions instinctives au nom de la défense d'un certain nombre de principes dans le domaine des relations internationales, défense jugée nécessaire pour la poursuite du processus diplomatique.

Le Mouvement de Résistance Islamique-Hamas

À l'instar du CNU et des leaders des « *institutions nationales* » désireux d'afficher leur différence, le commandement de Hamas a attendu presque deux semaines avant de publier, le 13 août, une position officielle sur la question du Golfe. Le MRI, toutefois, n'est pas totalement demeuré silencieux : au tout début de la crise, il a reproduit et diffusé deux communiqués jordaniens, une déclaration de l'Association des Frères musulmans de Jordanie du 5 août et un discours du député Frère musulman Sulayman Mansour prononcé à la Chambre jordanienne le 8 août (12).

Pour la crise du Golfe, le MRI a mobilisé le même cadre que pour l'analyse de la question israélo-palestinienne : il s'agit de l'énième épisode du combat

(10) Voir, par exemple, Hanan Achraoui dans *FW*, 20 août 1990.

(11) Bon nombre de leaders de rang moyen, en revanche, emportés par un enthousiasme dirigé contre les États-Unis et les pays du Golfe de façon générale, n'ont pas caché leur contentement lors de conversations privées.

(12) Les instances centrales de Hamas, à l'instar de celles du CNU, publient selon un rythme mensuel un communiqué numéroté et diffusé sur l'ensemble des Territoires occupés. Les deux communiqués jordaniens constituent des « numéros hors série ».

entre le bien et le mal, d'une nouvelle « croisade » et d'un « complot croisé haineux contre notre religion, notre civilisation et notre pays » qui vise à « mettre un terme au mouvement béni de l'expansion islamique » (HMS 64). Bien que peu développé, le discours anti-impérialiste n'est pas pour autant ignoré et le même texte considère que « l'Amérique a exploité l'entrée des forces irakiennes au Koweït et s'en est servi pour occuper la région de façon directe ; elle l'occupait, certes, déjà auparavant et avait la main-mise sur ses richesses mais par l'intermédiaire de ses collaborateurs dans la région ; ceux-ci lui offrent maintenant l'instrument légal de l'occupation ». Pour le MRI, les Etats-Unis sont fondamentalement « l'Etat qui commande toutes les forces hostiles à l'islam et aux musulmans » et George Bush est « le chef des faux dieux », « le leader des forces du mal » (HMS non numéroté, 22 janvier). De nature ontologico-théologique, ce cadre d'analyse entraîne un quasi silence sur la participation de troupes arabes et islamiques à la coalition anti-irakienne sous leadership américain ; lorsque cette question est abordée, elle est réduite à une affaire de gouvernements qui ont imposé à leur peuple cette décision contradictoire avec la religion dans le cadre de leur politique générale de mise à l'écart de l'islam « en tant que mode de vie complet », « cause de toutes les décadences, arriérations et fragmentations de la umma » (déclaration du 5 août).

L'argument de la défense de la légitimité internationale avancé par la coalition pour contrer l'Irak est globalement rejeté par Hamas : « Où se trouvaient donc ces Etats le jour où les Juifs ont absorbé la terre de Palestine, le Sinaï et le Golan, le jour où ils ont envahi le sud-Liban ? » (HMS 63). Le Conseil de sécurité, de toute façon, constitue « la dictature mondiale sous sa forme la plus hideuse » où le droit de *veto* est exercé par la Grande-Bretagne qui, par la déclaration Balfour, a « semé ce corps cancéreux sur notre terre » et par « l'Amérique, allié stratégique des fils de vipères » (HMS 66). Les forces américaines, en réalité, « ont troqué leurs vieux vêtements coloniaux pour endosser le vêtement neuf du soutien à la volonté internationale de défendre le droit, la justice et la légitimité mais tout cela ne nous fera pas illusion : il s'agit en réalité de préparer l'invasion de l'Irak et de faciliter l'invasion de la Jordanie par Israël » (HMS 62).

Contrairement au CNU qui, d'entrée de jeu, écarte l'examen de la question de l'invasion du Koweït, le commandement de Hamas manifeste une hésitation entre l'occultation et le traitement détaillé du problème (13). En une première étape, la déclaration du 5 août endossée par le MRI parle de « l'entrée (*dukhûl*) des forces irakiennes au Koweït ». L'expression, réutilisée par la suite, peut paraître lénifiante, l'acte est néanmoins désigné et condamné au nom du principe de l'illégitimité de l'utilisation de la force dans la résolution des problèmes arabes, alors qu'il disparaît complètement de la déclaration de Sulayman Mansour exclusivement consacrée à « la plus brutale des agressions menée par la coalition croisée et sioniste pleine de haine envers notre umma ». Le communiqué du 13 août se situe dans la même veine que la déclaration du

(13) Pour plus de détails, voir LEGRAIN Jean-François, « A Defining Moment : Palestinian Islamic Fundamentalism », in *Islamic Fundamentalisms and the Gulf Crisis*, edited by James Piscatori, Chicago, American Academy of Arts and Science 1991, p. 70-87.

député et place au premier rang des revendications du MRI « le retrait des forces américaines de la terre arabe qu'elles ont profanée et l'abandon des affaires arabes aux Arabes eux-mêmes » ; dans un deuxième temps, il demande que « l'Irak et le Koweït frères, ainsi que l'ensemble des Etats arabes, travaillent à résoudre leurs problèmes entre eux », sans donner plus de précision sur la nature du problème et un éventuel retrait irakien.

Le communiqué HMS 63, en revanche, s'étend longuement sur la question du Koweït, sous l'angle humanitaire comme sous l'angle politique : « Nous, ici en Palestine au cœur des tourments, nous ressentons mieux que quiconque l'amertume de la perte de la patrie, la souffrance de l'exode et de la diaspora (...). Notre peuple palestinien fidèle n'oublie pas les attitudes de bonté et de générosité adoptées par le peuple koweïtien frère envers le peuple de Palestine tout au long de son épreuve ». Hamas s'empresse, cependant, d'ajouter : « Nous sommes sûrs que nos frères irakiens accorderont à leurs frères koweïtiens sécurité et protection à leurs personnes, leurs finances, leurs biens et leurs libertés », précaution sans doute nécessaire pour faire passer cette manifestation de compassion absente de la rue palestinienne et plus encore la position politique détaillée dans la suite du tract. Faisant référence à ses revendications du 13 août, Hamas introduit en réalité des demandes radicalement nouvelles. Le retrait des forces étrangères demeure le préalable, mais le « retrait des forces irakiennes du Koweït » est ensuite exigé ainsi que « la constitution d'une force arabe ou islamique dans les régions frontalières enflammées » ; Hamas demande également « que le peuple du Koweït ait le droit de choisir l'avenir de son pays » et que « les différends soient réglés dans un cadre arabe ou islamique qui (permette) de mener à bien l'étude des revendications de l'Irak, qu'il s'agisse de ce qui a trait au tracé des frontières comme de la liquidation des dettes engagées pour la guerre avec l'Iran ». HMS 64 réaffirmera ensuite que le « peuple koweïtien doit pouvoir exercer son droit à l'autodétermination et au choix du régime de son choix ».

Aucun des communiqués postérieurs à HMS 63 ne fera ensuite référence à la question du Koweït, le MRI préférant se réfugier dans le silence à propos de la crise, tout en réinvestissant au maximum le terrain proprement palestinien pour y apporter réponse à la demande de radicalisation. Ce n'est qu'avec le déclenchement de l'offensive armée que le MRI réabordera, dans des communiqués spéciaux, la question du Golfe, affichant cette fois un soutien entier à l'Irak. Durant les premiers mois de la crise, la position de Hamas ne constitue ainsi un alignement ni sur les positions de l'Irak (14), même si certaines de ses

(14) En revanche, les positions prises par les structures de « l'islam officiel » sont alignées sur Saddam Hussein. Le 10 août 1990, en effet, le Conseil islamique suprême avait appelé les musulmans du monde entier à soutenir l'Irak tandis que le 11 août le mufti de Jérusalem, chaykh Saad al-Din al-Alami, avait envoyé un télégramme de soutien à Saddam Hussein l'appelant à libérer les lieux saints du Hedjaz. Pour la première fois, me semble-t-il, des divergences à l'importance difficile à évaluer sont apparues au sein de Hamas lui-même, entre Intérieur et Extérieur d'une part (Hamas en Jordanie a adopté des positions radicalement pro-irakiennes à la différence de Hamas de l'Intérieur dont la ligne s'est retrouvée dans *Filastin al-Muslima (FM)*, organe de l'Union des étudiants islamiques palestiniens publié en Grande-Bretagne, et à l'Intérieur même d'autre part : dans *FW* du 24 septembre 1990, par exemple, Dr Abd al-Aziz al-Rantisi, l'un des fondateurs du mouvement, déclare que « Hamas n'a pas demandé à l'Irak de se retirer ; la position du mouvement a été claire et ferme dans son soutien accordé à l'Irak contre l'invasion américaine », affirme-t-il.

revendications sont envisagées favorablement, ni sur celles du Koweït. Mise à part « l'émotion » favorable à l'Irak chez les uns et au Koweït chez les autres, positions officielles de l'OLP et des leaders des « *institutions nationales* » signataires des deux communiqués, et positions officielles de Hamas se retrouvent ainsi à l'unisson dans un même souci de résolution de la crise dans un cadre arabe, pacifique et respectueux des frontières issues de la colonisation.



Faisant intégralement siennes les revendications et mises en demeure de Saddam Hussein, le CNU optait pour la position la plus proche de l'opinion publique palestinienne, de l'Intérieur comme de l'Extérieur. Bien que faisant une référence constante à « *l'initiative palestinienne* », il faisait fi en réalité des préoccupations liées à la légalité internationale pourtant explicitement manifestées par l'OLP. Ce faisant, il replaçait la question palestinienne dans le cadre du conflit israélo-arabe en général et réintroduisait l'option militaire comme moyen de la résoudre, rompant ainsi avec ses positions affichées depuis sa fondation au tout début de *l'intifada* et avec celles de l'OLP, entérinées par le Conseil National Palestinien de novembre 1988 qui faisait de la tenue d'une conférence internationale le mode de règlement de la question palestinienne. En signant leurs deux communiqués du 15 août et du 9 septembre, les leaders des « institutions nationales », isolés sur ce thème précis, avaient en revanche pris conscience de cette contradiction (15). N'hésitant pas à marquer leur distance avec le CNU, ils ont mis en valeur l'universalité du principe de l'illégitimité de l'acquisition des territoires par la force, cette part de la position de l'OLP occultée parfois par elle-même et toujours par ses détracteurs. Pareille position a été défendue par Hamas qui, sans doute trop rapidement, avait endossé en un premier temps des positions alignées sur celles de l'Irak. Leaders de *l'establishment* nationaliste comme appareil central de Hamas, face à la montée des périls dans la région comme dans les Territoires occupés, ont cependant très vite opté pour une sorte de silence raisonné sur le Golfe, la population palestinienne toute entière et ses leaders de tous bords faisant ensuite corps avec la population irakienne et son leader lors de l'entrée en guerre de la coalition.

Proposition d'interprétation

Le soutien unanime accordé à Saddam Hussein par la base palestinienne de l'Intérieur est sans doute dans une large mesure le résultat de la dégradation des conditions de vie dans les Territoires occupés, ainsi que de l'amertume et de

(15) Un autre membre éminent de *l'establishment*, Sari Nusseibeh, dans une interview accordée à *FTV*, 10 septembre 1990, considère quant à lui qu'il « n'y a rien de contradictoire à s'opposer à l'hégémonie américano-occidentale dans le monde arabe et à soutenir sans faille un processus négocié basé sur la solution des deux Etats ». Ce n'est que dans l'hypothèse où « Israël et l'Occident maintiendraient leur refus d'une telle solution » que « le soutien palestinien à Saddam (...) pourrait se transformer en une attitude nouvelle qui nierait la politique officielle actuelle de l'OLP ».

la désillusion nées de l'échec palestinien à obtenir des réponses tangibles aux concessions politiques faites lors du Conseil National Palestinien d'Alger en novembre 1988. Ce soutien, apparu dès le printemps 1990 avec l'affaire du « super-canon » et les menaces anti-israéliennes proférées par le président irakien (16), ne pouvait que prendre de l'ampleur avec l'arrivée de forces étrangères dans la région. Face à l'unanimité pro-irakien de la base, il revenait à chaque composante du *leadership* palestinien de l'Intérieur de gérer aux mieux de ses intérêts les contradictions que recelait la situation. N'étant pas parvenu à faire avancer le processus de paix dans l'initiation duquel ils avaient joué un grand rôle, le CNU comme l'*establishment* nationaliste pouvaient difficilement se permettre de marquer leurs distances face à une population écrasée qui exprimait son impatience par un soudain engouement pro-irakien. Le camp nationaliste se trouvait ainsi pris entre des nécessités liées à la diplomatie internationale – à laquelle il prétendait participer mais qui, jusqu'alors ne lui avait rien offert –, une demande de radicalisation de la part de la base et la concurrence entretenue par le camp islamiste. Pour la première fois depuis le début de l'*intifada*, la contradiction débouchait sur un éclatement du *leadership* nationaliste de l'Intérieur : la structure clandestine optait pour l'alignement sur l'Irak et l'opinion publique, manifestant ainsi l'amertume immédiate et émotionnelle au tournant du millième jour de soulèvement. Certains leaders de l'*establishment* nationaliste, en rappelant l'universalité du principe de l'illégitimité de l'acquisition des territoires par la force, ont préféré, quant à eux, prendre leurs distances tant avec la direction clandestine du soulèvement qu'avec l'opinion publique, faisant passer leur engagement raisonné dans le jeu diplomatique international avant toute réaction de l'ordre de l'instinct et toute préoccupation « électoraliste » ; ce faisant, ils traduisaient un nouvel ordre du soulèvement trois ans après son explosion. Endossant précipitamment une position alignée sur l'Irak, Hamas, quant à lui, partageait l'exaspération manifestée par l'ensemble de la population palestinienne ; adoptant ensuite une ligne plutôt favorable au Koweït avant d'opter pour le silence raisonné, il déplaçait sa demande de radicalisation sur le terrain proprement palestinien (la « *guerre des couteaux* ») tout en se montrant préoccupé à ne pas aller à l'encontre de l'opinion publique palestinienne (17) sans cependant se couper de ses financements en provenance du Golfe.

(16) Le 2 avril 1990, alors que les Etats-Unis et la Grande Bretagne parlent de trafic de technologie nucléaire au profit de l'Irak, Saddam Hussein, craignant une intervention identique à celle de 1981, assure que l'Irak « fera en sorte que le feu ravage la moitié d'Israël si ce pays tente quoi que ce soit contre l'Irak ». Dans les semaines qui suivent, le feuilleton de la découverte de pièces d'un « canon géant » entretient la montée des sentiments anti-irakiens en Occident tandis que les masses palestiniennes manifestent un soutien croissant à Saddam Hussein, leur nouveau héros. Le président irakien, dès cette époque, joue la carte palestinienne réactivant le Front de Libération de la Palestine d'Abou al-Abbas qui, durant l'été, tente un débarquement sur les rivages d'Israël.

(17) En taisant son souci des intérêts koweïtiens, Hamas manifestait sa bonne réception des mises en garde lancées par la base : début août et à plusieurs reprises, en effet, des imams avaient été expulsés de leurs mosquées pour avoir prononcé des prêches hostiles à l'opération irakienne.

Ecrasement et demande de radicalisation au millième jour du soulèvement

La crise du Golfe intervient alors que le soulèvement, le 5 septembre 1990, passe le cap de ses mille jours. Deux ans après Alger, la ligne politique adoptée par le CNP se rouve dans une impasse. Non seulement l'Etat de Palestine demeure une fiction, mais toute traduction politique même édulcorée du soulèvement a été sabotée : Israël a refusé de souscrire au « plan Baker » (18) après avoir opposé une fin de non-recevoir aux « dix points » de Hosni Moubarak (19), formulés en relais du « plan Shamir » de mai 1989 mort-né (20). Les Etats-Unis qui avaient accepté d'ouvrir le dialogue avec l'OLP y mettaient un terme le 20 juin 1990 sans résultat tangible. L'ONU, de son côté, se montrait incapable de faire respecter ses résolutions relatives à la question palestinienne.

Parallèlement à cet échec politique, la situation se dégradait dans les Territoires occupés. Un bilan établi le 30 septembre 1990 faisait état de 861 morts et de 101 550 blessés. L'armée israélienne reconnaissait le 20 décembre 1990 avoir, à un moment ou à un autre, arrêté quelque 70 000 Palestiniens, soit un vingtième de la population. En outre, 65 personnes avaient été bannies. Economiquement, la situation était catastrophique. Le revenu *per capita* aurait chuté d'au moins 35 % depuis le début du soulèvement et les possibilités de travail en Israël s'amenuisaient tandis qu'augmentait le nombre des détenteurs d'une carte d'identité de couleur verte, interdisant d'entrer en Israël. Au même moment, l'emprise israélienne s'accroissait sur les territoires occupés, tout particulièrement sur Jérusalem avec la création de nouvelles colonies dans sa périphérie et le grignotement accéléré de la vieille ville. L'immigration soviétique massive en 1990 (quelque 160 000 nouveaux venus) ne faisait qu'approfondir la peur de se voir engloutir tandis que les partisans du « transfert » de la population palestinienne vers l'autre rive du Jourdain voyaient le général Réhavam Zéevi, l'un de leurs ténors, entrer au gouvernement israélien en pleine guerre du Golfe.

Par ailleurs, les tensions internes s'étaient multipliées tout au long de 1990. La lutte contre les présumés « collaborateurs » s'était développée. Selon

(18) Le 10 octobre 1989, le Département d'Etat américain annonce des propositions en 5 points sur une rencontre trilatérale entre délégations palestinienne, israélienne et égyptienne, réunion qui se tiendrait au Caire sur la base du plan israélien du 14 mai (voir note *infra*). Cette réunion serait suivie d'élections générales dans les Territoires occupés. Le dialogue préparatoire bute sur la présence au sein de la délégation palestinienne de Palestiniens « de l'Extérieur » (Texte reproduit dans *Jerusalem Post-JP*, 07/1/89).

(19) Les « Dix points » ont été énoncés en juillet 89 ; ils précisaient que tous les Palestiniens des territoires occupés (y compris les résidents de Jérusalem) devaient pouvoir participer au scrutin ; le plan exigeait d'Israël que les élections constituent une étape vers l'adoption d'un règlement définitif de la question palestinienne et que cesse la colonisation (texte reproduit in *JP*, 12/09/89).

(20) Demandé par les Etats-Unis, ce plan proposait l'élection d'une « représentation (...) pour conduire des négociations en vue d'une période intermédiaire d'autonomie » au cours de laquelle « des négociations en vue de parvenir à une solution permanente seront menées - pour parvenir à la paix - entre Israël et la Jordanie ». Le plan marque son opposition à l'établissement d'un « Etat palestinien supplémentaire dans la Bande de Gaza et les territoires situés entre Israël et la Jordanie » de même qu'il exclut l'OLP de la négociation. En juillet, Yitzak Shamir exclut du processus les habitants de Jérusalem, refuse toute restitution de territoire et tout arrêt de la colonisation et exige la fin du soulèvement comme préalable aux élections (texte reproduit in *JP*, 14/04/89).

des chiffres de l'armée israélienne, 176 d'entre eux avaient été exécutés en 1990, pour 139 en 1989 et 16 en 1988 (21) sans qu'une unanimité ait été atteinte entre les divers commandements sur la conduite à adopter. Les tensions n'épargnaient pas les organisations elles-mêmes, qu'il s'agisse de heurts entre nationalistes et islamistes (voir *infra*), ou au sein des organisations nationalistes. La tension interne au FDLP de l'Extérieur trouvait ainsi un grand écho à l'Intérieur et, fin 1990, les leaders proches du courant Abd Rabbo étaient démis de leurs fonctions à la tête d'associations ou de syndicats au profit de partisans de Hawatmeh. Entre organisations, les tensions les plus vives intervenaient entre le FPLP, partisan d'une radicalisation des méthodes du soulèvement, et les autres parties du CNU (22), opposition qui débouchait au printemps 1990 sur une alliance momentanée entre le FPLP et les islamistes contre les projets d'élections municipales.

Dans une telle situation, le soulèvement avait tendance à perdre de son dynamisme. Deux événements d'une gravité exceptionnelle allaient cependant le relancer. Le 20 mai 1990, à Rishon Le-zion (Sud de Tel-Aviv), un Israélien tua de sang-froid sept ouvriers palestiniens et en blessait une dizaine d'autres. La répression des manifestations qui suivirent faisait elle-même sept tués par balles et plus de 500 blessés. Le 8 octobre 1990, au cœur de Jérusalem, sur l'esplanade des mosquées, des heurts avec l'armée israélienne se soldaient par 22 tués et près de 150 blessés par balles parmi les Palestiniens. Pendant les semaines qui suivirent, des couvre-feu maintinrent un million de personnes à la maison tandis qu'Israël tenait tête à l'ONU en refusant de recevoir une mission d'enquête.

Immédiatement après les événements d'al-Aqsa se déclenchait ce qui prit le nom de « guerre des couteaux », avec le plus souvent Jérusalem pour théâtre. D'octobre à décembre, ces agressions à l'arme blanche, entrecoupées de violences anti-arabes, firent une vingtaine de blessés au moins et sept morts chez les Israéliens. Tandis qu'Hamass assumait ces actes désespérés, cherchant à les élever au rang de nouvelle stratégie du soulèvement, les partisans de l'OLP, à l'exception du FPLP, manifestaient de l'embarras tant à souscrire à ces événements qu'à les condamner, pris entre une opinion publique plutôt favorable et l'opinion internationale toujours hostile à ce genre d'opérations.

Cette radicalisation du soulèvement se confirmait par la multiplication des tirs à l'arme automatique et des jets de bombes : de septembre à novembre 1990, 24 cas d'utilisation d'armes à feu ont été recensés selon des sources militaires israéliennes (23), plusieurs autres cas étant signalés en décembre. Elle était soutenue par les infiltrations aux motifs religieux affichés de commandos du Liban, de Jordanie et d'Égypte, dont au moins dix cas sont signalés en

(21) *JP*, 1^{er} janvier 1991.

(22) Mais aussi entre Fath et FDLP dans le camp de Askar fin juin, ou entre FPLP et PCP à Idhnâ début juillet.

(23) AFP, 6 décembre 1990. Selon M. Shmuel GOREN, coordinateur des activités israéliennes en Cisjordanie et à Gaza, en 1990 (jusqu'au 12 décembre), ses services ont recensé 90 attentats à la bombe télécommandée contre des soldats (65 en 1989, 83 en 1988) ; parallèlement, 79 attaques à l'arme automatique ont visé l'armée (77 en 1989, 15 en 1988) ; 8 grenades, d'autre part, ont été lancées en 1990 contre des patrouilles (2 en 89 et 15 en 88) (AFP, 12 décembre 1990).

1990, la plus spectaculaire durant la crise du Golfe étant celle du 25 novembre au cours de laquelle trois civils et un soldat israéliens sont tués près d'Eilat par un jeune conscrit égyptien. L'assassinat à New York du député israélien extrémiste Meïr Kahana s'inscrit également dans le cadre de ce processus de radicalisation à motivation religieuse.

L'engouement immédiat manifesté dans les Territoires occupés envers Saddam Hussein renvoie ainsi à la détresse de toute la population. Ecrasés par la répression, frustrés de toute avancée du processus de paix en dépit de leurs concessions politiques, hésitants sur la formule d'un renouvellement du soulèvement, les Palestiniens de l'Intérieur ont reporté vers ce nouveau défenseur du droit des opprimés que prétendait être Saddam Hussein les espoirs de libération qu'ils avaient placés dans l'*intifada* elle-même.

Les recompositions de la scène politique nationaliste

Si l'unanimité de la base renvoie à l'exaspération de la population au millième jour de soulèvement, les divergences manifestées par les deux composantes – clandestine et publique – de son *leadership* nationaliste témoignent d'un processus de recomposition générale du *leadership* politique des Territoires occupés. En explosant, impulsé par les opérations des Brigades du Jihad islamique, le soulèvement avait constitué une rupture radicale avec l'occupation normalisée, « gérée » par l'OLP, même s'il était le fruit du travail de mobilisation opéré par la centrale palestinienne tout au long de ces vingt années. L'émergence du CNU, qui a formalisé les grandes lignes de la stratégie de l'*intifada*, témoigne de cette fracture/continuité. « *Coalition de combat* » des quatre grandes organisations membres de l'OLP, le CNU était l'instrument d'un processus de reprise de l'initiative politique par l'Intérieur au détriment de l'Extérieur, et par les clandestins de second rang au détriment de l'*establishment* de Jérusalem.

A l'image du soulèvement (en tant que violence généralisée contre l'occupation), le CNU est né hors des cercles de décision des instances dirigeantes de la centrale palestinienne, tant de l'Extérieur que de l'Intérieur, bien qu'il fit de son allégeance à l'OLP la base de sa revendication de légitimité (24). Parvenant à imposer ses mots d'ordre de rupture avec toutes les structures de la normalisation interne (démission des maires nommés et de certains agents palestiniens de l'administration « civile » israélienne – policiers et agents du fisc –) et externe (boycott des émissaires américains en visite à Jérusalem), et mettant en place les prémices d'une rupture de la dépendance économique (boycott des produits israéliens et construction de l'autarcie palestinienne), le CNU s'est très rapidement imposé comme le premier acteur du soulèvement.

Tous ceux qui s'étaient fait reconnaître dans la décennie précédente comme les leaders de l'Intérieur ont été victimes du même processus de marginalisation que les instances de l'Extérieur, source principale de leur légitimité : les plus jeunes membres de cet *establishment*, universitaires et journalistes de Jérusalem/Ramallah pour la plupart, comme les plus anciens, notables traditionnels qui avaient transféré leur allégeance de la Jordanie vers l'OLP, se

(24) Voir LEGRAND, Jean-François, *Les voix du soulèvement*, *op. cit.*

retrouvaient à n'être que les interprètes de directives nées dans la clandestinité du CNU.

Les instances dirigeantes de l'OLP à l'Extérieur elles-mêmes n'ont pu que prendre acte de cette dépossession de l'initiative politique dont elles détenaient jusque-là le monopole. Durant des mois, elles devinrent le relais sur la scène internationale d'événements qu'elles ne contrôlaient pas directement et de revendications qui n'étaient pas toujours les leurs, telles le rejet de l'hypothèse d'une délégation jordano-palestinienne dans une conférence de paix, le boycott des émissaires américains en visite à Jérusalem, la désobéissance civile radicale. Parmi les revendications contestées, l'Extérieur n'est alors parvenu à bloquer que l'appel à la démission adressé aux députés palestiniens à la Chambre jordanienne. Au delà de ces contradictions, Intérieur et Extérieur se retrouvaient dans une même fidélité aux objectifs ultimes de l'OLP : création d'un Etat palestinien indépendant aux côtés d'Israël à travers la tenue d'une conférence internationale sous les auspices de l'ONU. Comme à l'Extérieur, les partisans nationalistes de positions plus radicales étaient associés au CNU sans avoir la latitude d'imposer leurs vues de façon durable.

Au terme de la première année, le camp nationaliste tout entier pouvait se prévaloir d'une indéniable victoire : Israël se trouvait placé en position de défense face à un mouvement de résistance violente et généralisée contre l'occupation et les islamistes n'avaient pas vu leur revendication de maintien du mot d'ordre de destruction d'Israël prise en compte par le CNP d'Alger. La proclamation de l'Etat de Palestine, le 15 novembre 1988, avait été accueillie avec enthousiasme par la majorité de la population des Territoires occupés (même par les opposants à la ligne diplomatique), tandis que l'acceptation des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité avait permis l'ouverture d'un dialogue avec les Etats-Unis. L'OLP jouait ainsi officiellement la carte américaine pour un règlement diplomatique, ayant réussi à faire passer la « raison » attachée au partage de la terre entre deux Etats au-dessus du « l'attachement » identitaire à toute la Palestine. A l'Intérieur, il était entendu que le soulèvement se poursuivrait avec les mêmes moyens qui avaient prouvé leur efficacité la première année : abstention dans la destruction physique de l'ennemi et désobéissance civile.

Mais en déplaçant le centre de gravité du soulèvement du terrain de la mobilisation quotidienne dans les Territoires occupés mêmes vers le champ politique international, l'Intérieur clandestin – initiateur et premier acteur du soulèvement – redonnait à l'Extérieur et du même coup à l'*establishment* de l'Intérieur un rôle de premier plan. Avec la reprise de négociations politiques, le *leadership* public des Territoires occupés, marginalisé par le CNU clandestin depuis le début du soulèvement, retrouvait sa place de médiateur entre la base palestinienne et la communauté internationale mais, au moins jusqu'à l'époque qui nous concerne ici, avec une marge de manœuvre réduite (25). Pour la première fois, en publiant leur communiqué spécial sur la crise du Golfe le jour

(25) Pour plus de détails, voir LEGRAIN, Jean-François, Les Palestiniens de l'Intérieur face à la Conférence de Madrid, *Esprit*, juin 1992.

où le CNU diffusait sa propre position, les ténors de l'*establishment* nationaliste manifestaient qu'ils reprenaient l'initiative sans se sentir liés par les directives du *leadership* clandestin. Ils mettaient ainsi *de facto* un terme au monopole de décision politique que s'était acquis le CNU depuis les débuts de l'*intifada*.

Les aspirations islamistes à l'hégémonie

Au terme de la première année du soulèvement, le camp islamiste pouvait comme le camp nationaliste se prévaloir d'une grande victoire même si, à aucun moment, Hamas n'a constitué le pôle d'organisation de l'*intifada* (26). En s'impliquant dans la résistance active à l'occupation israélienne, les Frères musulmans gagnaient, en effet, la légitimité politique qui leur avait fait défaut. Jusqu'alors, ils avaient fait de la réislamisation (autoritaire le plus souvent) de la société un impératif immédiat, prioritaire sur la lutte contre l'occupation, laquelle, en bout de course, ne manquerait pas de tomber face à une société redevenue véritablement islamique. Ce faisant, ils s'étaient barré le principal canal d'accès à la légitimité politique, d'autant qu'épisodiquement certains de leurs groupes de choc avaient participé à des rixes inter-palestiniennes au nom de la lutte contre le communisme athée. Contenus dans les campus et les cercles associatifs religieux et caritatifs, ils constituaient alors pour beaucoup un objet de manipulations israéliennes visant à morceler la société palestinienne.

En traduisant par des opérations anti-israéliennes à partir de 1985 leur principe selon lequel l'occupation constituait un barrage à toute réislamisation, les Brigades et autre Mouvement du Jihad islamique avaient rompu avec le quietisme marginalisant des Frères musulmans. Réconciliant patriotisme et religion, ils avaient libéré pour l'islamisme un accès à la légitimité politique attachée au patriotisme et jusque-là monopolisée par le nationalisme sous ses différentes formes. Victime d'une intense répression israélienne pour avoir constitué l'un des facteurs déterminants du processus qui avait débouché sur l'*intifada*, mais victime également d'un mode de fonctionnement groupusculaire, le Jihad islamique n'était jamais parvenu à traduire en termes de croissance organisationnelle cette légitimité nouvelle.

Les Frères musulmans, au contraire, tireront tous les profits de l'alliance entre mobilisation patriotique et discours religieux, en opérant dans les premières semaines du soulèvement une conversion radicale, qui les mènera à entrer dans les cercles de la résistance active à l'occupation tout en conservant, un temps, l'impunité qui leur avait été acquise par une décennie d'abstention de toute activité anti-israélienne. La création d'une nouvelle organisation, le Mouvement de la résistance islamique-Hamas, signifiait publiquement cette rupture avec un passé quietiste. Pour la première fois depuis des lustres, des militants se réclamant de l'islam se retrouvaient face à l'armée israélienne aux côtés des partisans de l'OLP.

(26) Bien que ses partisans aient, dès le début de l'*intifada*, participé activement aux heurts avec les forces israéliennes, Hamas n'a jamais transformé ses encouragements généraux en consignes détaillées de désobéissance civile radicale, abandonnant ainsi le rôle de premier acteur du soulèvement au CNU.

Munis de leur nouveau label de patriotes, les Frères musulmans n'ont eu de cesse que d'obtenir par une succession de mises en demeure sur le terrain les reconnaissances formelles de leur entrée dans les cercles de la politique palestinienne légitime. Après avoir obtenu auprès de l'OLP à l'Extérieur comme du CNU à l'Intérieur la ratification de son droit à convoquer des grèves générales et le respect de ses mots d'ordre par les partisans du camp nationaliste en échange de la reconnaissance de la primauté du CNU dans l'établissement du calendrier général de mobilisation, Hamas obtenait deux ans plus tard de participer à tous les comités de prisonniers, connus pour être, dans chaque centre israélien de détention, les organisateurs de véritables écoles de la résistance à l'occupation (27). Trop exigeant, il échouait, cependant, à pareille époque à intégrer les rangs du CNP (28).

Avec le retrait du FPLP et du FDLP dans l'attente des éventuels résultats des initiatives diplomatiques de l'OLP, Hamas devenait le seul pôle d'opposition organisationnelle active au courant central de l'OLP. Il renforçait ainsi le pouvoir mobilisateur de son discours religieux par la capacité attractive dont bénéficie toute opposition qui n'a pas à assumer la gestion quotidienne de l'initiative politique. Dans le contexte de l'essoufflement du soulèvement et de la montée de la demande de radicalisation, Hamas a rapidement abandonné son alignement premier sur l'Irak, choisissant d'entretenir sa popularité sans mettre en péril ses financements en provenance du Golfe. Le MRI a donc opté pour le silence sur le Golfe – après avoir fait état de sa reconnaissance à l'égard du Koweït –. A la différence du CNU qui traduisait la demande de radicalisation de la base par un alignement sur les positions défendues par Saddam Hussein, le MRI investit la scène intérieure palestinienne en assumant la « guerre des couteaux ».

Dès le 11 octobre, en effet, réagissant aux événements d'al-Aqsa, le communiqué HMS 65 appelle à une semaine « d'intensification totale et sanglante au cours de laquelle seront utilisés tous les moyens disponibles et toutes les sortes d'armes pour se venger des assassins criminels », estimant « que tout Juif et tout colon constitue une cible qu'il faut tuer, son sang et ses biens étant licites ». C'est dans ce cadre que Hamas assume ensuite toutes les agressions menées à l'arme blanche. Le MRI souhaitant la destruction d'Israël, condition nécessaire à ses yeux de la libération de toute la Palestine, il n'a, à l'évidence, à aucun moment considéré que Saddam Hussein en serait l'instrument. Bien

(27) Les heurts avec le Fath, contenus dans les prisons jusqu'au début 1990 (début février, de premiers heurts sont signalés dans le camp de Tulkarm et à Naplouse), se multiplient alors sur le terrain faisant des blessés (en juillet, à Rafah et à Gaza, puis en septembre dans le camp de Tulkarm et mais également à Jénine et dans les camps de Burayj et de Jabalya). La réconciliation est officiellement scellée le 19 septembre par la diffusion d'un communiqué commun en treize points, dans lequel Fath et Hamas s'engagent à observer réciproquement leurs mots d'ordre mobilisateurs et à constituer des comités intégrés dans les prisons (Le texte est reproduit dans *FM*, octobre 1990). Des défilés paramilitaires en commun ont même lieu bien que quelques bavures surviennent encore (par exemple, le passage à tabac d'un militant connu de Hamas, le Dr Nihad al-Masri, de Naplouse, le 23 septembre).

(28) Demande établie le 6 avril 1990. Voir l'interview d'un membre anonyme du commandement de Hamas, *FM*, mai 1990, p. 8-11; le CNP compte environ 550 membres (dont 186 représentants des territoires occupés interdits de participation par Israël); seuls 5 islamistes y siègent jusqu'à présent (Abd al-Rahman al-Hawrani et Abd Allah Abou Izza, qui appartiennent également au Conseil Central de l'OLP, organe de 70 membres, Amin Agha, Ahmad Salim Najm et Jamal Hasan Ayich).

qu'il reconnût dans son communiqué du 22 janvier 1991 : « Nous nous sommes réjouis de voir l'arme arabe frapper les bunkers de l'entité sioniste au cœur de Tel Aviv et d'ailleurs. Les Juifs boiront la même coupe que chaque jour ils ont fait boire à notre peuple », HMS 62 n'avait appelé l'Irak à « frapper le cœur de Tel Aviv [que] s'il faisait l'objet d'une agression occidentale croisée ».

Au sortir de la guerre, Hamas pouvait ainsi se prévaloir d'avoir su rester fidèle à ses pourvoyeurs de fonds (sans avoir pour autant défendu l'ordre international supposé asservi aux intérêts des ennemis de l'islam) tout en ayant épousé, à travers un recentrement sur la Palestine, les aspirations populaires à une radicalisation du soulèvement. S'étant conservé la quasi-intégralité de ses financements en provenance du Golfe face à des institutions nationalistes appauvries dans le sillage de l'OLP punie pour ses préférences irakiennes, et ayant épousé les aspirations populaires à une radicalisation du soulèvement face à un *leadership* nationaliste plus démuné que jamais devant l'absence de réponse internationale à ses concessions déjà anciennes, Hamas jouissait désormais d'une position clé sur la scène politique de l'Intérieur. Le MRI, à cette époque, est parvenu à agréger autour de son noyau de militants décidés à se battre pour l'établissement d'une société islamique radicale, une frange de proches de l'OLP et d'indépendants, moins sensibles à l'aspect religieux des objectifs du mouvement qu'à la radicalité de son discours sur la Palestine. Tour à tour organe du radicalisme politico-religieux et porte-parole des exaspérés, Hamas est également parvenu, grâce à son passé fondamentaliste et pieux, à s'acquérir le soutien d'une partie des catégories les plus traditionnelles de la société proches jusque récemment encore de la Jordanie.



Bien loin d'avoir été caractérisée par un unanimité pro-irakien (comme l'ont affirmé ceux qui voulaient exclure les Palestiniens des recompositions de l'après-guerre), la scène politique palestinienne de l'Intérieur a affiché face à la crise du Golfe des positions diversifiées. En saluant massivement l'invasion du Koweït, la population a désigné l'impasse dans laquelle elle se sentait acculée au millième jour de son soulèvement. Faisant de Saddam Hussein le vecteur de ses aspirations à l'indépendance, elle constatait sans le reconnaître explicitement un certain échec du soulèvement. Adoptant une position semblable, le CNU participait à la même crise et au même refus de la porter à la conscience. Soutenir Saddam Hussein ne signifiait aucunement pour lui, en effet, un constat d'échec des modes de mobilisation populaire dont il était l'initiateur. Les leaders des « *institutions nationales* », pour leur part, n'ont sans doute pas considéré que le soulèvement, en son fond, se trouvait désormais inadéquat aux nécessités de la lutte de libération palestinienne. Nul doute, en revanche, qu'ils ont perçu l'érosion de la légitimité du CNU, osant pour la première fois défendre des positions qui n'étaient pas celles du *leadership* clandestin. Ce faisant, ils manifestaient eux aussi, à leur manière, la fin d'une époque : pour eux, la lutte de libération nationale passait par la diplomatie dont ils ont la charge, et c'est au soulèvement de se plier aux règles de la diplomatie et non l'inverse.

Un an après la guerre, tandis que se déroulent les négociations israélo-arabes, force est de constater que les leaders des « *institutions nationales* » ont bel et bien repris l'initiative politique, le CNU étant quasi réduit à un rôle de caisse de résonance des décisions prises par la délégation. La pertinence des modes de mobilisation qui, jusque là, avaient fait l'*intifada* à l'initiative du CNU – grève commerciale partielle quotidienne, grèves générales répétées – est elle-même sujet à débat tandis que s'affrontent partisans d'un retour à une certaine normalité économique et partisans du passage à la lutte armée. Hamas, de son côté, a su maintenir sa capacité d'attraction même si le lancement des négociations de paix est parvenu, dans un premier temps, à canaliser au profit de l'OLP un vaste mouvement d'enthousiasme. Jouant tout à la fois la carte de la radicalisation (poursuite des agressions à l'arme blanche, rejet du processus de négociations) et la carte de la normalisation (économique mais aussi politique à travers l'action des Chambres de commerce qu'il contrôle depuis quelques mois), le MRI entretient, sans le proclamer, sa distance d'avec les modes de mobilisation de l'*intifada* tout en redynamisant son champ traditionnel de prédication religieuse. Deux années presque après le déclenchement de la crise du Golfe, la crise du soulèvement, dont les positions face à la crise ont constitué les premiers symptômes, demeure. L'ayant fait accéder à la conscience, cependant, les acteurs du soulèvement se sont donné la possibilité d'y apporter remède, ce qui est d'autant plus urgent que soulèvement et puissance de négociation apparaissent indissolublement liés.